

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Band: 1 (1909)
Heft: 4

Artikel: Convulsions du corps social
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382758>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

et centrales. En 1907, le nombre de ses sections était de 173, avec un total de 45,132 membres. En 1908, à la suite de la fusion de quatre sections, le nombre de ces dernières a baissé à 171, mais l'effectif des membres est monté à 47,748, parmi lesquels il y a environ 2000 membres qui n'exercent pas de métier (des intellectuels, des anciens patrons, des hommes politiques, etc.)

Nous constatons ici déjà deux faits intéressants: Premièrement, que les petits patrons savent réunir dans leur Union tous les éléments qui s'attachent à leur cause et, ensuite, que la société des petits patrons en Suisse englobe à elle seule un nombre de membres égal aux $\frac{2}{3}$ du nombre total des ouvriers syndiqués, adhérant aux fédérations affiliées à notre Union syndicale. Pour une fois, nos petits patrons sont modestes, quand ils disent dans leur rapport qu'ils sont restés en arrière sur l'organisation ouvrière et qu'ils sont loin d'atteindre l'état d'organisation de leurs collègues à l'étranger.

Nous pensons au contraire que, du moins relativement, ils sont en avance sur la plupart des organisations ouvrières et qu'à peu d'exceptions près, leur état d'organisation dépasse le nôtre.

Pour expliquer ce phénomène, il faut ajouter que, parmi les petits patrons, il n'y a ni syndicalistes autonomistes, ni centralistes; ils adaptent leur forme d'organisation aux nécessités des circonstances réelles, sans s'inquiéter autrement, si tel ou tel membre ou telle ou telle section y trouve son compte particulier.

Puis, il faut dire qu'en général nos patrons ont plus de facilité pour se mettre d'accord. Ils sont moins nombreux et souvent mieux instruits que les ouvriers.

Ils disposent de libertés et de moyens que nous ne possédons pas, puis, il n'y a pas parmi eux non plus des soi-disant camarades qui désertent dans un autre camp dès que la lutte exige des sacrifices de leur part. Tout cela les rend plus sûrs de leur affaire et moins méfiants des hommes auxquels ils ont confié la direction de leur organisation.

Néanmoins, le comité central a jugé utile d'adresser une sérieuse recommandation aux membres de la société patronale par rapport à l'esprit d'union en ces termes:

« Nous devons, sans relâche et partout, nous atteler à la besogne de la propagande pour l'union étroite entre tous les patrons et nous devons absolument nous interdire le luxe de la division intérieure de nos forces et moyens par égard aux opinions ou aux intérêts particuliers de quelques-uns. »

Seul, par une action commune, par la collaboration continue de tous ceux qui défendent les mêmes intérêts, qui poursuivent le même but, nous réussirons à opposer une résistance efficace aux exigences de nos adversaires économiques.

Ces adversaires économiques, c'est nous, les travailleurs organisés, et nous ferions bien d'apprécier

à sa juste valeur la belle recommandation du comité patronal.

Au lieu de diviser, de localiser, de nous isoler les uns des autres, en formant des «syndiats chrétiens», sans parler des «jaunes» et autres groupements de ce genre, nous devrions répondre à l'union de tous les patrons par l'organisation de tous les ouvriers. Il était un temps où les patrons ont appris à reconnaître la force de l'association, en prenant exemple sur les ouvriers. Aujourd'hui, c'est le cas contraire, c'est à nous de profiter des exemples que nous fournissent les sociétés patronales.

Déjà en 1907, le rapport de la Société des arts et métiers s'étendit longuement sur les relations entretenues avec les sociétés patronales à l'étranger. Le rapport de 1908 nous apprend que l'année dernière la Société suisse des arts et métiers (subventionnée par la Confédération) a entretenu d'amicales et intimes relations avec les fédérations patronales des pays voisins. C'était le cas, par exemple, pour les Unions des arts et métiers d'Allemagne et d'Autriche, ainsi que pour l'office international pour l'étude des conditions de la classe moyenne («Mittelstand»), à Bruxelles. Les mêmes relations amicales ont été entretenues également avec l'Union centrale des fédérations patronales suisses.

Ces relations nous intéressent particulièrement, parce qu'elles ont pour but principal l'entente internationale du patronat pour la résistance à opposer aux revendications ouvrières. Malgré la lutte de la concurrence et des petites querelles intérieures sur la forme de l'organisation, tout en criant à haute voix qu'il faut avant tout protéger l'industrie nationale, dès qu'il s'agit de combattre l'ennemi commun, la classe ouvrière organisée pour l'obtention de meilleures conditions d'existence, les petits patrons de toutes les régions et de tous les pays sont d'accord.

Combien hypocrite est par contre leur attitude quand ces messieurs reprochent aux ouvriers leur manque de patriotisme, leur indifférence pour le sort de l'industrie nationale. Nous trouvons, au contraire, dans le rapport de la Société suisse des arts et métiers pour 1908, une nouvelle preuve éclatante que, ce qui détruit les liens de famille, les intérêts étroits de la corporation, la nature locale de l'industrie et avec cela le patriotisme, c'est le régime capitaliste. C'est ce régime qui exige la coalition internationale des travailleurs, en face de l'entente internationale du patronat, pour mieux nous exploiter, autant comme producteurs que comme consommateurs. (A suivre.)



Convulsions du corps social.

Depuis quelques années déjà, notre globe terrestre subit à tout moment des convulsions et des ébranlements d'une violence et d'une puissance

si considérables, que sa transformation lente et continue (son évolution géologique) passe presque inaperçue. Commencant une fois à se produire en Extrême-Orient, au Japon par exemple, ses convulsions, tremblements de terre accompagnés plus ou moins régulièrement d'éruptions volcaniques, se transportent près de nous en Italie, dans le midi de la France et en Espagne, puis nous apprenons qu'ils se produisent en Amérique. On songe avec une certaine frayeur à ces événements qui, en quelques minutes, ont transformé des villes entières — St-Pierre de la Martinique, San-Francisco en Californie, Santiago au Chili et Messine par exemple — en décombres. Ce qui nous paraît encore plus extraordinaire, c'est qu'aux mêmes époques, où se produisent ces nombreuses convulsions du globe terrestre dans les zones méridionales, nous devons constater des transformations brusques et anormales de la température au nord. Voilà déjà quelques années que nous n'avons presque plus de printemps en Suisse, que la neige tombe fréquemment au beau milieu de l'été. Il semble que la terre ait quitté la voie régulière de son orbite, que les calculs des astronomes soient faux ou qu'il y ait désordre à l'intérieur, que les entrailles de la terre ne soient plus dans leur équilibre. Quelque prophète d'une secte religieuse qui irait prêcher l'approchement de la fin du monde aurait sans doute quelques chances à trouver des croyants parmi les nombreux ignorants qui habitent la terre.

Quoique tous ces événements nous intéressent, nous surprennent et souvent nous inquiètent, nous sommes pourtant assez renseignés pour savoir qu'ils ont leurs raisons naturelles dans la constitution même de la terre. Nous savons que c'est justement l'évolution continuelle qui se produit à l'intérieur, à la surface et autour de la terre qui exige ces convulsions, tremblements, éruptions et orages pour rétablir l'équilibre déplacé tout doucement. — Tout en supposant qu'un jour ou l'autre tout ce que la terre porte soit appelé à disparaître, il n'y a pas lieu de s'en plaindre déjà pour la bonne raison que ce serait inutile et ensuite parce que ce qui s'en va fait simplement place à quelque chose de nouveau qui vient.

Ce qui nous touche davantage, ce sont les convulsions analogues du corps social qui ébranlent la vie économique et politique de la société, depuis quelques années aussi fréquemment, relativement presque aussi violemment, et en prenant une extension toujours plus grande, tout comme les grands procès physiques qui ébranlent la surface de la terre.

Depuis l'éruption de la *révolution russe*, qui a acquis de fortes dimensions à la suite de

la guerre russo-japonaise, le calme n'a plus pu être rétabli dans notre corps social.

Tour à tour, de grands mouvements économiques et politiques au caractère plus ou moins révolutionnaire éclatèrent en France, en Belgique, en Autriche-Hongrie, en Allemagne, en Italie et en Scandinavie, puis enfin l'Orient s'est réveillé d'un long sommeil.

A peine que les Jeunes-Turcs avaient obtenu gain de cause, le feu a pris sérieusement en Perse et maintenant, c'est aux Indes où la situation paraît vouloir se gâter.

Ce ne sera pas pour nous que les choses peuvent se gâter aux Indes, mais pour le capitalisme anglais qui sera vite abattu sans l'exploitation coloniale. Quoique les Hindous n'aient pas de très grands succès à espérer en ce moment, il n'est pourtant pas impossible que messieurs les Anglais, qui ont fort à faire un peu partout, soient finalement obligés de leur faire quelques concessions.

En Turquie et en Perse, il s'agit encore de révolutions plutôt bourgeoises qui ne réservent à la population ouvrière que le rôle de chair à canons et quelques belles promesses. Il est vrai que les résultats positifs de ces grandes luttes ont été modestes au point de vue des intérêts de la classe ouvrière, si l'on les compare aux sacrifices qu'elles ont exigé. Mais ces luttes continuent néanmoins. Comme qu'il en soit, nous assistons à l'effondrement d'anciennes formes de la société et nous voyons la forme actuelle, la société bourgeoise perdre de plus en plus fréquemment son équilibre.

Ces phénomènes sont bien plus importants pour la classe ouvrière que les résultats immédiats, sans contester leur valeur à ces derniers.

Nous assistons aussi à un grand mouvement de concentration des forces. La lutte reprend continuellement aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain politique. Les flammes que la guerre sociale allume atteignent le domaine des idées aussi bien que le terrain matériel qui leur a servi de base. C'est une guerre qui ne sera pas terminée avant que sa cause principale, l'exploitation de l'homme par l'homme, n'ait disparu. C'est là le mal dont la société actuelle souffre, un mal qui finira par la faire mourir comme il a fait disparaître toutes les formes antérieures de la société.

En présence de cet état de choses, les derniers grands événements qui ont mis les travailleurs aux prises avec leurs maîtres tant politiques qu'économiques, sont de nature à intéresser tout particulièrement les ouvriers syndiqués.

La lutte des travailleurs du bois à Vienne. Plus de 35,000 ouvriers sur bois, ébénistes, me-

menuisiers, machinistes et manœuvres, à Vienne et aux environs, étaient depuis plus de 23 semaines sur le pavé pour avoir réclamé la réduction de la journée de travail à 8¹/₂ heures avec augmentation équivalente des salaires. Les patrons, au nombre de 650 environ, appuyés par les sujets du fameux bourgmestre « Lueger » — un soi-disant bon chrétien! — ont tout fait pour forcer les grévistes à rentrer au travail. Ils débutèrent en cherchant à exciter l'opinion publique contre les grévistes, répandant la chimère que la grève était mise en scène par un politicien dans un but électoral. Puis ils calomnièrent les grévistes auprès des préfets de police des différents arrondissements, afin qu'on fasse des procès et des prisonniers en gros. En même temps les patrons envoyèrent des agents dans les quatre coins du monde récolter des kroumirs et, comme d'habitude, ils adressèrent de nombreuses lettres aux grévistes, qu'ils supposaient être les plus timides, lettres qui contenaient en même temps de belles promesses pour le cas où l'ouvrier reprendrait le travail et les pires menaces pour le cas où il continuerait à faire grève.

Cependant, les travailleurs à Vienne sont de trop vieux syndiqués pour se laisser intimider par toutes ces vieilles procédures. Puis, si messieurs les patrons trouvaient un appui solide dans la fédération centrale des patrons de la Basse-Autriche, les grévistes ont été appuyés par toutes les fédérations syndicales, par le parti socialiste et l'association coopérative ouvrière de Vienne et environs. Comme dernier coup, messieurs les patrons désespérant de voir les grévistes ainsi secourus par leurs camarades d'autres industries et d'autres localités, rêvaient de pousser la fédération centrale des patrons à décréter un lock-out général pour tous les établissements industriels de la Basse-Autriche. Mais les grands chefs de l'organisation patronale ont jugé prudent de ne pas pousser la lutte à ce point, après avoir reçu la réponse des fonctionnaires ouvriers que les fédérations syndicales ne cesseront pas de venir en aide aux grévistes, malgré les menaces d'un lock-out général. Le résultat obtenu finalement est celui, que dorénavant les ouvriers menuisiers et ébénistes à Vienne et aux environs ne feront plus que 52 heures par semaine au lieu de 53¹/₂ (avant le lock-out). La grève a coûté environ trois millions de couronnes aux organisations ouvrières autrichiennes. Les patrons estiment à plus de 4¹/₂ millions de couronnes les dommages qu'ils ont eus à subir de leur côté.

Le dernier mouvement des mineurs en Grande Bretagne menaçait de prendre de tout autres dimensions encore que celui des ouvriers sur bois à

Vienne. On sait que les lords des mines en Ecosse avaient projeté une notable réduction des salaires — plus de 5 pence par tonne. Après forces tractations, qui n'ont abouti qu'à fort peu de chose, près de 400,000 mineurs se sont prononcés pour la grève généralisée et cela à une votation au bulletin secret. Voilà l'attitude de plusieurs cent mille travailleurs anglais qu'on se plaît chez nous à décrier comme les pires conservateurs et corporatistes. Toute cette masse conservatrice, grâce au centralisme étroit, au fonctionnarisme très développé et aux fortes cotisations, comme diraient nos syndicalistes, tout ce monde pourtant n'a pas hésité à se solidariser avec les camarades écossais quand il a senti qu'il fallait prévenir un danger commun. Pourtant, les ouvriers se sont bien rendus compte de ce que les barons des mines ne manquaient ni de ressources, ni d'influence politique pour faire durer et pour rendre excessivement pénible la lutte pour laquelle les ouvriers venaient de se prononcer.

Cette fois, les ouvriers ont réussi, par leur attitude très énergique et résolue, à apprendre raison à leurs maîtres. Messieurs les barons des mines ont jugé préférable d'éviter un conflit monstre en renonçant à la réduction projetée des salaires. Les entrepreneurs anglais sont en général un peu plus intelligents que leurs collègues dans d'autres pays. Aussi longtemps que cela leur paraît utile ils cherchent à tout prix à éviter la lutte, préférant de beaucoup voir leurs concurrents voisins aux prises avec les ouvriers.

Les résultats de ces deux mouvements nous prouvent qu'une fois que l'organisation syndicale ouvrière est suffisamment forte pour permettre une levée en masse, et cela non seulement pour quelques jours, mais assez longtemps pour que les patrons aient la concurrence étrangère à redouter en même temps que des dommages immédiats considérables, le patronat se trouve bel et bien forcé de céder, sinon sur tous les points, du moins sur une partie des revendications ouvrières.

Il va sans dire que le moment viendra aussi où l'organisation internationale du patronat sera assez développée pour que cette concurrence ne soit plus à redouter, mais ce moment n'est pas encore venu, du moins pas pour la plupart des industries. Ensuite, quand ce moment sera venu, l'organisation ouvrière aura également fait du progrès, il se pourrait alors qu'un lock-out ou une grève générale entraîne un ébranlement si considérable de la vie économique, que messieurs les patrons risqueraient fort de se trouver enterrés sous les décombres de tout le régime capitaliste.

En Suède, la situation se présente un peu autrement. Le patronat coalisé ayant décrété

successivement le lock-out pour plusieurs branches industrielles, spéculent sur la faiblesse des travailleurs non qualifiés dont la majorité n'est syndiquée que depuis fort peu de temps. Ils comptent avec le fait que les caisses de la plupart des fédérations ne sont pas très fortes en proportion du nombre des syndiqués. Les entrepreneurs suédois comptent provoquer les ouvriers, par une attitude on ne peut plus féroce, à des actes de désespoir qui fourniront le prétexte voulu au gouvernement pour faire fusiller les plus audacieux parmi les travailleurs syndiqués et pour empêcher ensuite tout développement de l'organisation syndicale par des lois réactionnaires. Nous sommes d'avis que messieurs les patrons suédois font leur compte un peu trop à la légère.

Tout d'abord la décision prise de répondre aux lock-outs successifs par la grève généralisée, par près de 150,000 syndiqués sur 165,000 votants, puis le fait qu'à l'heure actuelle plus de 300,000 ouvriers des industries et corps de métiers les plus divers ont suivi le mot d'ordre de la grève générale, tout cela prouve bien qu'au lieu d'intimider les ouvriers, ces brutalités de l'organisation patronale n'ont fait que de les encourager. Nous aurons plus loin l'occasion de parler des détails de ce mouvement. Disons simplement que le patronat en Suède vient d'allumer un feu de révolte ouvrière qui ne s'éteindra pas de si tôt. Des protestations s'élèvent partout où il y a des travailleurs conscients, non seulement en Suède ou en Scandinavie, mais dans tous les pays où l'organisation syndicale a su prendre pied. Puis il faut tenir compte du fait que les concurrents des industriels suédois, en Finlande, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique vont profiter de la bonne occasion pour s'emparer d'une bonne partie de la clientèle de leurs chers collègues en Suède. Par contre, les travailleurs de tous les pays du monde sauront faire leur devoir de solidarité internationale: ils appuyeront de toutes leurs forces les travailleurs en Suède. Ainsi non seulement la capacité de résistance de ces derniers se trouvera augmentée, mais l'idée de la solidarité internationale ouvrière aura trouvé une nouvelle occasion de se manifester. Admettons même que le résultat immédiat de cette lutte serait favorable aux patrons. Nous ne doutons pas pourtant que l'organisation ouvrière ne se ressaisira rapidement de la crise qu'elle doit traverser en ce moment. Jamais les travailleurs oublieront la leçon que leurs patrons leur infligent maintenant. Tôt ou tard viendra l'heure où ils présenteront une note au patronat que celui-ci ne sera guère en état de régler.

Mais où ça a chauffé le plus, c'est en *Espagne*, particulièrement à Barcelone. Dans cet Etat d'Eglise moderne il se passe des choses impossibles à

décrire. Le gouvernement espagnol qui lui-même ne représente guère autre chose qu'une troupe de brigands, décrète une levée de plus de 30,000 hommes de réservistes pour la protection d'une bande de voleurs et d'assassins franco-espagnols, dont les intérêts sont menacés par les indigènes des côtes du Maroc. Si nous avons traité de voleurs et assassins la compagnie franco-espagnole des mines du Maroc, c'est de bon droit. Cette belle compagnie avait jadis conclu un contrat avec le gouvernement marocain par lequel elle s'engageait à verser une certaine partie des revenus des mines aux tribus indigènes. Profitant des troubles politiques à l'intérieur du pays et de la présence des troupes étrangères au Maroc, la compagnie escamotta purement et simplement sa contribution. Puis quand les indigènes faisaient mine de réclamer énergiquement ce qui leur était dû, la compagnie minière aurait fait assassiner plusieurs ouvriers pour avoir un prétexte suffisant pour réclamer l'intervention de l'armée espagnole.

C'est pour appuyer une canaillerie aussi monstre que les soldats espagnols, recrutés en grande partie à Barcelone et dans la province de la Catalogne, doivent aller verser leur sang au Maroc.

Ajoutons encore que ce ne sont que les pauvres qui se trouvent atteints par l'ordre de marche, les richards peuvent se libérer du service en versant une somme de 1500 francs à la Caisse de l'Etat.

Par dessus le marché, le gouvernement espagnol a supprimé brusquement la liberté de la presse afin d'empêcher que des nouvelles du champ de guerre parviennent à la population. Bref, le gouvernement a tout fait pour provoquer la population, et ce pauvre peuple espagnol, qui devra suer du sang après avoir sacrifié ses fils pour payer les frais de cette campagne de brigandage, a fini par s'impatienter. Un beau matin, des révoltes sérieuses éclatèrent successivement dans plusieurs villes au nord de l'Espagne. A Barcelone, la révolution a pris des dimensions et un caractère si violent que ce fut une véritable révolution locale.

Comme c'est souvent le cas en pareilles occasions, les révoltés ont obtenu gain de cause au premier moment. La «guardia civil» et même la troupe — cette dernière aurait sympathisé un instant avec les insurgés — n'ont pu se rendre maîtres du mouvement au début. Cependant des renforts arrivèrent bientôt sur place et il paraît qu'une fois engagée, la troupe n'a pas ménagé le peuple, puisqu'on lui a tiré dessus à coups de canon.

A l'heure qu'il est, les correspondants bourgeois parlent de pillages de couvents, de massacres de moines et de nonnes. Ceux qui con-

naissent l'influence néfaste qu'exerce le clergé en Espagne, pourraient sans peine s'expliquer de pareils actes comme représailles contre l'oppression et l'exploitation par l'Eglise. Cependant, les témoins qui nous semblent rapporter plus objectivement prétendent que les ouvriers n'ont ni pillé, ni massacré, qu'ils s'étaient tout simplement défendus contre les jésuites qui ont tiré sur eux.

Comme qu'il en soit, il faut louer les travailleurs espagnols pour le courage qu'ils ont montré dans ce mouvement de protestation violente.

Il faut savoir que le gouvernement espagnol, fidèle à sa tradition historique d'assassins barbares, a besoin d'un prétexte pour justifier les tortures à infliger aux révoltés qui se sont laissés prendre, l'arme à la main. Les travailleurs espagnols ont tout risqué pour faire sauter une fois les chaînes de l'esclavage matériel et moral qu'ils subissent.

Qu'il y ait eu des personnes louches profitant des troubles pour faire leurs affaires, c'est possible. Mais c'est surtout parmi les descendants de la bourgeoisie et non pas parmi les travailleurs syndiqués qu'il faut chercher les hyènes de ce genre. Qu'il y ait eu parmi le peuple en révolte des gens qui se portaient avec les plans les plus phantastiques, pour la réalisation desquels nous ne pourrions pas nous enthousiasmer, c'est encore possible; mais il ne reste pas moins vrai que les vrais coupables ne sont pas à Montjuich, ni ceux qui ont été fusillés ou assommés dans les rues de Barcelone. Ces coupables, il faut les chercher à Madrid au palais royal et dans les palais des ministres, dans les habitations du haut clergé. La révolte de Barcelone nous prouve que le prolétariat espagnol, s'il était mieux instruit et mieux organisé, serait bientôt capable de se débarrasser des exploités et des tyrans. Nous ne doutons pas que le jour viendra bientôt où l'organisation syndicale saura s'implanter sérieusement en Espagne. En attendant, honneur aux braves qui luttèrent à Barcelone.

* * *

En résumant notre exposé, nous constatons que les gouvernements et les capitalistes ne peuvent plus s'opposer sérieusement au mouvement ouvrier sans se causer autant de mal à eux-mêmes qu'à nous. Déjà notre bourgeoisie redoute-t-elle elle-même son œuvre, le militarisme. Cependant, il ne faut pas se méprendre; le capitalisme dispose encore de forces considérables. Pour les vaincre, la collaboration de tous les prolétaires, non seulement aux combats décisifs, mais aussi à l'œuvre d'organisation et d'instruction qui les prépare pour ces combats, est indispensable. Ce ne sont encore que des

convulsions dans lesquelles nous voyons le corps social se débattre; ceux qui viendront après nous verront la naissance d'une société nouvelle.



De la levée du boycott des produits Vautier.

Il fallait s'y attendre qu'après autant de chambard de sauvages, le concile des fidèles de l'église anarchiste, réuni sous le titre de congrès des unions ouvrières de la Suisse romande, le 25 juillet, à Yverdon, s'opposerait à la décision prise par la Fédération de l'alimentation, d'accord avec le comité de l'Union suisse des fédérations syndicales, de lever le boycott sur les produits Vautier.

En opposition formelle avec toutes les déclarations contraires parues dans la *Voix du Peuple*, nous constatons que la décision de lever le boycottage a été prise seulement six jours après la conférence d'Yverdon, seulement après que nous nous étions rendus compte que toute explication avec les syndicalistes était impossible. Quant à nous, ce qui nous importe, c'est ce qui a été fait, non pas ce qu'aurait dit celui-ci ou celui-là.

Déjà avant cette fameuse conférence on contestait sérieusement à la Fédération de l'alimentation et à notre Union syndicale le droit de s'occuper de cette affaire. « Que diraient les Allemands, si nous allions à Zurich ou ailleurs en Suisse allemande lever un boycott? » nous demanda Baud à Yverdon, croyant avoir trouvé quelque chose de très fort.

Eh bien! pour trancher cette question de compétence, il faut savoir un peu à qui l'on a affaire des deux côtés.

L'Union suisse des fédérations syndicales réunit actuellement plus de 65,000 travailleurs de toutes les branches industrielles et de tous les corps de métiers en Suisse qui déclarent accepter le principe de la lutte des classes prolétarienne. Ceux qui sont restés en dehors, ce sont les syndicats chrétiens, les cheminots. Les premiers parce qu'ils ne peuvent être admis, étant des organisations concurrentes basées sur des principes confessionnels; les seconds se heurtent à la reconnaissance du principe de la lutte des classes. Puis il reste la Fédération des typographes de la Suisse romande qui n'a pas encore été officiellement invitée à adhérer à notre Union et un certain nombre de syndicats non fédérés en Suisse romande. Cependant, nous ne doutons pas que l'évolution économique qui se produit aussi rigoureusement dans notre pays qu'ailleurs, nous amènera par la suite et les cheminots et